

Programme continental d'investissement dans le secteur de l'eau en Afrique

Élaboration de lignes directrices pour les programmes nationaux d'investissement résilients au changement climatique dans le secteur de l'eau

Consultations régionales auprès des parties prenantes (par vidéoconférence)
16 janvier 2025
14h00 – 16h00 CAT (UTC +2)

Lien pour s'inscrire par le biais de la plateforme Zoom : https://gwp-org.zoom.us/meeting/register/6_RiW41vTQWXjtfEs6XKrw

NOTE CONCEPTUELLE

Date	16 janvier 2025
Heure	14h00 – 16h00 CAT (UTC +2)
Thème de l'événement	Consultation régionale sur l'élaboration des lignes directrices de la Commission de l'Union africaine (CUA) concernant les programmes nationaux d'investissement résilients au changement climatique dans le secteur de l'eau
Organisateur	CUA avec le soutien technique de l'AIP
Participants attendus	<p>La réunion, organisée par vidéoconférence, rassemblera des participants des États membres de l'UA et des communautés économiques régionales (CER). Les participants attendus comprennent :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ États membres: Ministères chargés de l'eau et de l'assainissement ; Ministère des finances ; Autorité nationale désignée du FVC ▪ CER ▪ CMAE ▪ AUDA-NEPAD ▪ Partenaires de développement régionaux et internationaux ▪ Secrétariat de l'AIP (Partenariat mondial pour l'eau - Afrique) ▪ CUA
Objectif	<p>Les objectifs des consultations sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Recueillir les contributions des parties prenantes sur le projet de lignes directrices et intégrer leurs perspectives. ▪ Solliciter les opinions des institutions financières, des banques de développement multilatérales et d'autres organismes de financement sur leurs attentes en matière de lignes directrices pour les programmes

1

	<p>nationaux d'investissement dans le secteur de l'eau.</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Convenir du calendrier et du processus pour le lancement et la mise en œuvre des lignes directrices.
<p>Contexte et justification</p>	<p>L'eau est essentielle au développement socio-économique des pays africains et à la préservation de leurs écosystèmes naturels. Elle est également au cœur des principaux agendas internationaux, tels que les Objectifs de développement durable, l'Accord de Paris, et le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophes. Le déficit considérable d'investissement dans la sécurité hydrique, adaptée au climat en Afrique, représente un obstacle majeur à l'atteinte des engagements nationaux et internationaux. Par conséquent, il est crucial pour l'Afrique de renforcer la mobilisation des ressources et d'investir dans la sécurité hydrique résiliente au climat aux niveaux national, régional et transfrontalier, afin d'accroître la résilience climatique du continent.</p> <p>Veiller à ce que les investissements dans le secteur de l'eau en Afrique soient à la fois résilients au changement climatique et socialement inclusifs constitue un défi majeur pour le continent. L'important écart entre les besoins et les fonds actuellement alloués au secteur de l'eau nécessite une action prioritaire. Il existe deux problèmes cruciaux : le déficit considérable d'investissement et la nécessité de garantir que ces investissements soient adaptés au climat et inclusifs sur le plan social.</p> <p>La mise en place d'infrastructures hydrauliques en Afrique n'atteint pas encore les niveaux nécessaires pour satisfaire les besoins en eau du continent. Le Programme continental d'investissement dans le secteur de l'eau (AIP), adopté au cours du Sommet de l'Union Africaine en 2021, a pour objectif de pallier le déficit d'investissement dans le secteur en mobilisant au moins 30 milliards USD supplémentaires par an jusqu'en 2030. Cette initiative vise à atteindre l'Objectif de développement durable n° 6. Actuellement, seuls 10 à 19 milliards USD sont investis annuellement dans les infrastructures hydrauliques.</p> <p>L'AIP se structure autour de cinq piliers essentiels destinés à contribuer à la réduction du déficit d'investissement en eau à travers le continent africain, à savoir :</p> <ol style="list-style-type: none"> i. <i>Panel international de haut niveau sur les investissements dans le secteur de l'eau en Afrique.</i> Le Panel international de haut niveau sur les investissements dans le secteur de l'eau en Afrique a été créé en 2022. Il est composé d'anciens et d'actuels chefs d'État et de leaders mondiaux. En 2023, le Panel a élaboré et lancé un rapport, Africa's Rising Investment Tide, et un plan d'action pour l'investissement dans le secteur de l'eau en Afrique, avec des pistes d'action permettant aux pays de mobiliser au moins 30 milliards USD par an d'ici à 2030 pour la mise en œuvre de l'AIP. ii. <i>Tableau de bord des investissements dans le secteur de l'eau de l'AIP-PIDA</i> pour renforcer la responsabilité mutuelle, la transparence et l'efficacité du financement et des investissements dans le secteur de l'eau : Ce tableau de bord permet aux pays de suivre les progrès,

d'établir des points de référence, d'identifier les obstacles et de prendre des mesures pour répondre aux besoins en matière d'investissements dans le secteur de l'eau. Adopté par l'AUDA-NEPAD dans le cadre du PIDA en février 2022, le tableau de bord a été développé et piloté dans 10 pays en 2023, avant son déploiement auprès des États membres de l'UA.

- iii. *Programmes régionaux et nationaux d'investissement dans le secteur de l'eau pour combler le déficit d'investissement* : L'AIP soutient les États membres de l'UA dans l'élaboration de programmes nationaux d'investissement dédiés au secteur de l'eau. Ces programmes visent à combler les principales lacunes, notamment en matière de changement climatique, de capacités institutionnelles, d'infrastructures hydrauliques et de systèmes d'information. Ils s'appuient sur les analyses fournies par le tableau de bord des investissements dans le secteur de l'eau de l'AIP-PIDA.
- iv. *Mécanisme international d'investissement mixte de l'AIP pour la mobilisation de financements publics-privés* : L'AIP étudie la mise en place d'un mécanisme international d'investissement mixte visant à aider les pays à mobiliser l'aide publique au développement (APD) et les subventions pour atténuer les risques associés aux investissements prioritaires dans le secteur de l'eau. Ce mécanisme utiliserait une variété d'instruments financiers novateurs et de sources de financement, incluant les fonds souverains, les garanties, les financements commerciaux, les investisseurs institutionnels et privés, les fondations, ainsi que les investissements d'impact axés sur la valeur et les financements climatiques.
- v. *Égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles dans les investissements dans le secteur de l'eau* par le biais du Programme Eau Climat Développement transformateur en matière de Genre de l'AIP (AIP WACDEP-G) : Le programme WACDEP-G de l'AIP élabore des outils pour aider les gouvernements à lutter contre les inégalités systémiques dans les processus de décision, de planification et de mise en œuvre des investissements. Ce programme encourage une approche transformatrice au sein des organismes, modifiant ainsi les structures et les relations sociales. Initié dans cinq pays africains durant la période 2020-2024, le WACDEP-G est prévu pour une extension à d'autres nations africaines.

L'atelier informera les parties prenantes des avancées réalisées dans l'élaboration des lignes directrices nationales pour les investissements résilients au climat dans le secteur de l'eau, présentera le projet de lignes directrices aux principales parties prenantes pour examen, et établira les délais ainsi que le processus pour son lancement et sa mise en œuvre. Cet atelier de consultation est financé par le projet

	<p>de préparation multi-pays du Fonds vert pour le climat (FVC) de l'UA-AIP, qui a pour but de renforcer les capacités des États membres de l'UA dans la planification des investissements résilients au climat et la préparation de projets dans le secteur de l'eau, facilitant ainsi l'élaboration de programmes nationaux d'investissement résilients au climat. Le projet de préparation s'étend sur 15 pays africains, y compris le Burundi, la République centrafricaine, le Tchad, l'Eswatini, le Ghana, la Guinée, le Malawi, le Mali, le Maroc, le Mozambique, la République du Congo, la Sierra Leone, la Somalie, la Tunisie et la Zambie.</p>
Résultat attendu	<p>Le résultat attendu de l'atelier est de parvenir à un consensus des parties prenantes sur le document des lignes directrices nationales pour les investissements résilients au climat dans le secteur de l'eau. Cela inclut l'établissement de calendriers finalisés et la définition d'un processus clair pour le lancement et la mise en œuvre de ces directives.</p>

Programme continental d'investissement dans le secteur de l'eau en Afrique

Élaboration de lignes directrices pour les programmes nationaux d'investissement résilients au changement climatique dans le secteur de l'eau

Consultations régionales auprès des parties prenantes (par vidéoconférence)
16 janvier 2025
14h00 – 16h00 CAT (UTC +2)

Lien pour s'inscrire par le biais de la plateforme Zoom : https://gwp-org.zoom.us/meeting/register/6_RiW41vTQWXjtfEs6XKrw

Ordre du jour

Heure	Points à l'ordre du jour	Responsables
14h00	Mot de bienvenue prononcé par les coprésidents du Groupe restreint et des sherpas du panel de haut niveau	<ul style="list-style-type: none"> • CUA • AUDA-NEPAD • République du Sénégal
14h05	Déclarations des partenaires du groupe restreint de l'AIP et du Secrétariat de l'AIP.	<ul style="list-style-type: none"> • FVC • Banque mondiale • BAD/FAE • OCDE • DBSA • Initiative UE-Afrique bleue (GIZ/KWF/BMZ/UE) • GWPO • UNICEF

		<ul style="list-style-type: none"> • UNDP • UNCDF • Secrétariat de l'AIP
14h25	Projet de document des lignes directrices du programme national d'investissement dans l'eau pour la résilience climatique de l'UA	Secrétariat de l'AIP
15h00	Discussion	Tous
15h50	Résumé et prochaines étapes	CUA
16h00	Réunion	CUA